

2° Des fronts d'opérations.

On a souvent distingué le front stratégique du *front d'opérations*. Les hommes de guerre qui ont cru devoir faire cette différence ont désigné par *front stratégique* le front de marche des armées, et par *front d'opérations* l'espace géographique compris entre leurs fronts de marche.

En réalité, c'est le premier seul dont l'étendue et la direction dépendent des combinaisons du commandant en chef. Le second, au contraire, est le résultat des circonstances et des combinaisons des deux armées opposées. Il varie suivant ces combinaisons et s'impose généralement à chacun des adversaires le plus souvent, pendant toute la durée des opérations, avec ses avantages et ses inconvénients. Il suffira d'envisager ici les règles pratiques qui concernent les fronts stratégiques ou fronts de marche.

Le front de marche est l'espace occupé par les têtes de colonnes d'une armée. Il doit remplir des conditions déterminées.

On a déjà vu, à propos de la détermination des effectifs, que la première de ces conditions est d'avoir une étendue qui permette à l'armée de se concentrer en un jour pour combattre. Par conséquent, chaque corps d'armée ne doit pas avoir plus de 24 kilomètres à parcourir pour entrer en ligne.

Désormais, avec les masses qu'on mettra en mouvement, il faudrait, si c'était possible, que cette condition pût s'appliquer même au front stratégique d'un groupe d'armées. Il est clair, toutefois, qu'étant donné trois grandes armées, par exemple, on ne pourrait guère songer à les faire combattre réunies sur un même front linéaire. On sera donc conduit, dans l'avenir, plus peut-être que par le passé, à combiner les mouvements des armées, de ma-

nière à obtenir des attaques en équerre. C'est le moyen le plus fréquemment employé par le maréchal de Moltke pour faire concourir plusieurs armées à une même lutte. C'est ce qui arriva, en effet, à Kœniggrätz, le 3 juillet 1866, et à Sedan, le 1^{er} septembre 1870.

On verra plus loin, à propos des marches, quels sont les dispositifs que ces combinaisons entraînent.

Direction des fronts. — Si l'étendue des fronts de marche a une importance au point de vue de la concentration des forces un jour de bataille et si elle influe sur les effectifs qu'il est possible de mettre en ligne, on voit que leur direction n'a pas une action moins efficace.

Cette action est analogue à celle qui est attribuée aux bases d'opérations. Par conséquent, les fronts à la fois perpendiculaires et obliques, par rapport au front des forces opposées, ou, comme on vient de le dire, les fronts en équerre, seront les plus avantageux, pourvu qu'ils couvrent leurs propres communications, tout en menaçant celles de l'ennemi.

Par suite, un front stratégique parallèle à la ligne d'opérations de l'adversaire constituera une menace directe pour ses communications ; et, s'il est appuyé sur une seconde base perpendiculaire, il aura pour conséquence de placer l'ennemi dans une position critique.

C'est un front de cette nature que comptaient prendre les Prussiens, en 1870, si nous avions envahi l'Allemagne du Sud. Ils auraient fait face au sud, parallèlement à notre ligne d'opérations, Strasbourg, Würzburg, en s'appuyant à droite sur les places du Rhin. Cette manœuvre nous eût empêchés de continuer notre offensive.

Napoléon a su parfois modifier son front stratégique de manière à lui donner les directions les plus avantageuses.

Liaison des armées ; protection de leurs flancs. — Indé-

pendamment des conditions d'étendue et de direction, les fronts de marche doivent offrir aux armées le moyen de rester en liaison constante entre elles et d'avoir leurs flancs protégés.

Par conséquent, toutes les fois qu'un front de marche sera coupé par des obstacles de terrain d'un accès difficile, la situation de l'armée sera défavorable.

En 1796, Würmser, descendant du Tyrol et laissant le lac de Garde entre ses colonnes, paya cette faute de la perte de son armée.

En 1870, les armées allemandes sont restées séparées par les Vosges en deux groupes distincts, du 4 au 13 août, avec deux fronts de marche divergents : d'un côté, les I^e et II^e armées ; de l'autre, la III^e. Cette combinaison était une conséquence obligée des difficultés du terrain. Mais le commandant en chef des armées allemandes savait que les corps intacts de l'armée française ne pouvaient se placer entre ses groupes et qu'ils se trouvaient en avant de son front, sur la Moselle. L'isolement momentané de ces deux masses n'offrait donc, dans ce cas, aucun danger. Cet exemple nous montre déjà combien, avec le développement des masses modernes, les conditions de liaison des armées seront plus difficiles à remplir qu'autrefois.

Il serait superflu d'ailleurs de s'appesantir davantage sur l'étude des fronts stratégiques. Sa place est naturellement indiquée dans celle des marches. On y reviendra donc plus loin, pour la traiter avec les détails pratiques qu'elle comporte.

3^o Des lignes d'opérations.

Les définitions des lignes d'opérations sont souvent vagues ou confuses.

On a généralement admis que la ligne d'opérations d'une armée était le faisceau des voies de communications qui la conduisent de sa base à son objectif.

Mais on peut objecter, qu'à notre époque, la base d'opérations n'est pas aussi nettement définie qu'autrefois ; qu'une armée ne marche pas toujours de sa base vers un objectif, et qu'enfin les objectifs sont parfois des points mobiles, d'autres armées en mouvement, par exemple, qui se déplacent chaque jour. Ainsi, après une première bataille, quand l'armée victorieuse se porte sur la principale masse ennemie, elle marche d'un objectif sur un autre et n'en suit pas moins pour cela une ligne d'opérations.

Enfin il est rare, qu'à certains moments, on ne confonde pas la ligne d'opérations avec la ligne des communications. Pour plus de précision, nous admettrons que la *ligne d'opérations d'une armée est simplement la direction générale suivie par ses colonnes*. Elle embrasse naturellement un faisceau de routes et autant que possible une voie ferrée, quelquefois même plusieurs. C'est donc une véritable zone de terrain. On la désigne par sa direction générale ou par la route principale du réseau.

La ligne d'opérations d'une armée doit la conduire à ses premières rencontres et, le plus souvent, à des engagements décisifs. Elle a donc une importance extrême ; son choix touche par ce fait aux plus hautes combinaisons de la stratégie, et il n'est pas étonnant que les principes qui le régissent aient été profondément médités par tous les hommes de guerre.

Considérés dans leur ensemble, ces principes se rapportent à trois ordres de fait, savoir :

- La direction de la ligne d'opérations ;
- La nécessité de n'en avoir qu'une ;
- L'avantage des lignes intérieures.

(a) Direction des lignes d'opérations.

Pour Napoléon et l'archiduc Charles, la direction des lignes d'opérations la plus avantageuse est celle qui

permet de menacer les communications de l'ennemi sans compromettre les siennes.

Telle est la règle générale. Mais sous cette forme, son énoncé reste un peu vague. Aussi comporte-t-elle des développements et des exceptions. Jomini les a définis dans les termes suivants :

1° « *La direction à donner à la ligne d'opérations d'une armée dépend de la configuration géographique du théâtre d'opérations et de l'emplacement des forces ennemies.*

2° « *On ne peut adopter qu'une direction générale de marche sur le centre des forces ennemies ou sur une aile, mais de préférence sur l'aile qui est la plus rapprochée des lignes de communication de l'adversaire.*

3° « *On peut prendre cette direction sur le front et sur les deux ailes de l'ennemi si l'on a une grande supériorité numérique ; mais, dans tout autre cas, c'est une faute capitale.*

« En général, si l'ennemi divise ses forces sur un front trop étendu, il vaut mieux diriger sa ligne d'opérations sur son centre. Dans toute autre hypothèse, si on est maître de son choix, il vaudra mieux prendre cette direction sur l'une des ailes de l'ennemi, et de là sur ses communications.

4° La configuration des frontières exerce généralement une grande influence sur la direction à donner aux lignes d'opérations et sur les avantages qu'on peut en retirer.

« Les positions centrales qui forment un angle saillant vers l'ennemi, comme la Bohême et la Suisse, sont les plus avantageuses, parce qu'elles mènent naturellement à l'adoption des lignes intérieures et facilitent les moyens de prendre l'ennemi à revers. »

Au commencement du siècle, ces principes guidaient encore les généraux dans le choix de leurs lignes d'opérations.

Dans quelle mesure s'appliquent-ils aujourd'hui aux conditions de la guerre moderne ?

L'histoire se charge de nous l'apprendre.

Campagne de 1800 en Italie. — On a déjà vu avec quelle précision Bonaparte, alors premier consul, avait indiqué à Moreau la véritable direction à donner aux colonnes de l'armée du Rhin, dans sa marche contre l'armée impériale.

« Le but de votre mouvement en Allemagne, lui écrivit-il, doit être de pousser l'ennemi en Bavière, de manière à lui intercepter la communication directe avec Milan par le lac de Constance et les Grisons. »

Les raisons qui empêchèrent Moreau d'adopter ce plan ont été exposées. Il nous reste à voir comment Bonaparte crut devoir opérer à son tour contre l'armée autrichienne qui, sous les ordres de Mélas, avait repris la Lombardie.

Accablés par des forces supérieures, nos généraux, Masséna et Suchet, avaient été refoulés, le premier dans Gènes, le second sur le Var. L'Italie semblait perdue pour nous. Mélas, confiant dans ses récents succès, occupait le Piémont et le comté de Nice.

Bonaparte disposait de l'armée de réserve, qu'il avait rassemblée à Dijon et dont il s'était réservé le commandement.

« Un général ordinaire, dit Jomini, effrayé de l'attitude victorieuse des Autrichiens en Piémont, se serait porté en toute hâte par le Dauphiné vers la Provence, pour établir le théâtre de la guerre dans les Alpes. Mais Bonaparte appréciait trop les difficultés d'une attaque de front. Il préféra franchir les montagnes sur les derrières des Impériaux et arriver sans obstacles sur le Tessin, où sa présence ne manquerait pas de les rappeler, pour y livrer une bataille avec toutes les chances contre eux. »

Pour cela, il fallait traverser les Alpes dans leur région

la plus élevée, avec une nombreuse armée, sans compromettre sa ligne de retraite et sans laisser soupçonner ce mouvement à Mélas.

Pour mettre son projet à exécution, Bonaparte ordonna d'abord des démonstrations du côté du mont Cenis. Mélas, qui ne croyait pas à l'existence d'une armée de réserve, mais à de simples rassemblements, fut persuadé que ceux-ci songeaient à déboucher sur la Doire Ripaire et sur Turin. Il continua ses opérations contre la rivière de Gènes et le comté de Nice, se disposant à envahir bientôt la Provence.

Pendant ce temps, Bonaparte dirigeait son avant-garde, sous les ordres de Lannes, sur la vallée d'Aoste. Le passage du grand Saint-Bernard s'effectua du 15 au 20 mai 1800, et, le 27, l'armée de réserve tout entière se trouva concentrée à Ivree. Après avoir longtemps douté de l'arrivée de nos colonnes, Mélas avait fini par se rendre à l'évidence et s'était porté sur Turin. Tout le monde alors put croire que le Premier Consul, profitant du succès obtenu à la Chiusella, allait marcher sur la capitale du Piémont pour en chasser le général autrichien et opérer sa jonction avec le général Thurreau, qui s'était porté vers Suze par le mont Cenis. Il n'en fut rien (V. *planche VI*).

Prenant toujours pour direction les communications de l'ennemi, et voulant d'abord rallier les forces qu'il avait fait descendre en Italie par le Simplon et le Saint-Gothard, il laissa une avant-garde devant son ennemi pour le tenir en échec. Il se porta ensuite sur Milan, où il entra le 2 juin. Il y avait quarante-huit heures à peine que les habitants avaient entendu parler de l'armée de réserve et du passage des Alpes.

La veille, Lannes avait occupé Pavie, pris le parc des Autrichiens, 300 pièces de canon, 200 milliers de poudre, etc.

L'armée française s'était ainsi emparée des communi-

tions de l'ennemi avant de lui livrer une bataille décisive. Celui-ci n'avait plus qu'à gagner la rive droite du Pô.

Les résultats de cette combinaison ont été exposés par Bonaparte lui-même dans la lettre suivante :

« *Au citoyen Carnot, ministre de la guerre.*

« Milan, 13 prairial an VIII (4 juin 1800).

« Nous sommes à Milan, citoyen ministre. Nous avons
« trouvé à Pavie 300 pièces de canon sur leurs affûts,
« moitié pièces de campagne, moitié de siège; 200 mil-
« liers de poudre, 10,000 fusils neufs, une grande quan-
« tité d'approvisionnements de guerre de toute espèce,
« des magasins de tout genre.

« Voici la situation de l'Italie :

« L'ennemi a longtemps cru que nous n'étions au plus
« que 7 à 8,000 hommes, que nous tentions une incursion
« pour lui faire quitter le blocus de Gènes et de Nice; il a
« persisté dans cette idée jusqu'au 8 prairial.

« Au combat de la Chiusella, sa cavalerie fit 7 à 8 pri-
« sonniers; l'ennemi en tira des renseignements auxquels
« il refuse encore d'ajouter foi.

« Le 13, le général Hohenzollern, qui commande le
« blocus de Gènes, paraissait, comme vous l'aurez vu par
« la lettre que j'ai envoyée aux consuls, ne pas faire
« encore grand cas de nos forces. Le général Mélas écri-
« vait à Pavie, à une femme qu'il a avec lui : « Je sais
« que l'on dit en Lombardie qu'une armée française
« arrive; ne craignez rien; je vous défends de partir. »
« Douze heures après, nous entrâmes dans Pavie.

« Nous sommes à Lodi; l'avant-garde de Moncey arrive
« à Côme, et lui s'occupe à rassembler des bateaux pour
« passer le Pô.

« Tous les hôpitaux de la Lombardie sont restés en

« notre pouvoir; nous y avons trouvé 5 à 6,000 malades
« ou blessés.

« Une partie de la garnison de Savone, qui s'en retour-
« nait prisonnière, a été coupée et est venue nous
« rejoindre.

« Vous sentez qu'il va se passer, dans peu de jours et
« rapidement, des événements bien importants et qui
« peuvent avoir une influence bien singulière sur la
« situation future de la maison d'Autriche. »

L'éclatante victoire de Marengo vint en effet couronner
bientôt cette remarquable série d'opérations.

Quand on veut, dans cette campagne, résumer les mou-
vements qui se rapportent à la ligne d'opérations, on voit
que tout en prenant la principale armée ennemie pour
objectif, Bonaparte avait commencé par saisir ses commu-
nications. Ce fut seulement après avoir obtenu ce premier
résultat qu'il se porta contre elle.

Avait-il en même temps pris ses dispositions pour s'as-
surer la libre possession de sa ligne de retraite? Il suffit
de jeter un coup d'œil sur le théâtre d'opérations pour être
fixé à cet égard. Il est clair, en effet, qu'après le passage
du Saint-Bernard, s'il avait marché droit sur Turin et de
là sur Asti et Alexandrie, puis s'il avait livré la bataille de
Marengo sans s'assurer auparavant la Lombardie et la rive
gauche du Pô, il aurait eu ses communications plus com-
plètement coupées que Mélas les siennes. La direction
donnée à ses colonnes était donc justifiée, et l'occupation
de Casal et de Pavie couvrait sa ligne de retraite du côté
de la Suisse. La seule observation que provoquait le choix
de cette direction, c'est qu'il avait des défilés sur ses der-
rières, mais des défilés dont il était en mesure de protéger
le passage.

On a vu plus haut, à propos des bases d'opérations,
qu'en 1805 et 1806, Napoléon manœuvra de même, qu'il
se porta d'abord sur les communications des armées

ennemies, pour les attaquer ensuite dans une position
désavantageuse, ce qui était déjà pour lui une première
condition du succès.

Plus tard, en 1807, lorsque Benningsen, battu, se
replia par la vallée de l'Alle, Napoléon pouvait être tenté
de le poursuivre par la rive droite que suivaient ses
colonnes. Il préféra cependant la rive gauche, parce que
celle-ci le portait droit sur les communications que son
adversaire avait établies vers Königsberg. Il put ainsi lui
livrer la bataille décisive de Friedland, après l'avoir coupé
de ses magasins.

A une époque plus récente, le même principe a été
appliqué dans des conditions identiques, malgré l'aug-
mentation des masses et les difficultés qui en résultent.

En 1866, lorsque le général de Moltke, arrivé à
Gitschin, eut à déterminer la direction de marche de la
première armée et de l'armée de l'Elbe, il songea de suite
aux communications de l'armée autrichienne. Supposant
celle-ci établie sur la rive gauche de l'Elbe, entre Joseph-
stadt et Königsgrätz, il donna pour point de direction
Pardubitz, point important au coude de l'Elbe, sur la
route qui reliait les masses ennemies à Vienne.

En 1870, fidèle aux mêmes principes qu'il semble avoir
empruntés aux campagnes de Napoléon, le chef du grand
état-major prussien les applique avec la même sûreté de
vues et, malheureusement pour nous, avec le même bon-
heur.

Campagne de l'Est en 1871. — Le gouvernement de la
Défense nationale avait formé le projet de diriger vers
l'Est, au secours de Belfort, une armée formée des débris
de la première armée de la Loire et confiée au général
Bourbaki. Rassemblée rapidement et sans bruit, elle
devait être transportée en chemin de fer et était destinée,
après avoir fait lever le siège de Belfort, à intercepter les
communications des armées ennemies.

Le grand quartier général allemand avait ignoré jusqu'à la fin de décembre 1870 l'existence de cette armée et des projets qui avaient amené sa création. Mais, vers le 24 et le 25 de ce mois, des avis de Berne, envoyés par des agents spéciaux qui surveillaient nos mouvements dans l'Est, annoncèrent qu'un corps de 25,000 hommes environ avait été dirigé de Lyon sur Belfort. Le commandant de la 1^{re} division de réserve du corps de siège certifiait que des troupes françaises campaient à Clerval et Rougemont, et qu'une masse de 60,000 hommes était attendue à Besançon.

Enfin, des convoyeurs français de la première armée de la Loire, qui avaient été arrêtés par les Prussiens, leur firent connaître que le mouvement vers l'Est était commencé depuis le 22 décembre.

A la suite de ces nouvelles, le maréchal de Moltke fit donner l'ordre au VII^e corps de suspendre le siège de Langres et de se porter d'Auxerre à Châtillon-sur-Seine; le XIV^e corps recula de Dijon sur Vesoul; enfin, le gouverneur général de Strasbourg fut invité à envoyer des renforts au général de Werder, qui commandait à la fois le XIV^e corps et le corps de siège devant Belfort.

Néanmoins, le grand quartier général hésita encore à prendre une détermination définitive. Il lui semblait que, de notre part, le plan le plus logique consistait à combiner une marche des première et deuxième armées de la Loire sur Paris.

Il en résulta de son côté quelques incertitudes et certaines hésitations dans les mouvements. Il prit cependant une première précaution. Il dirigea de Paris le II^e corps d'armée sur le VII^e, pour se joindre à lui et couvrir le blocus de la capitale, ainsi que les lignes de chemin de fer du côté du Sud.

Mais lorsque, le 5 janvier 1871, Werder eut rendu compte des engagements qui avaient eu lieu devant Vesoul, le maréchal de Moltke n'hésita plus. Il était fixé,

et, dès le 6, il dicta ses décisions. Elles se résumaient ainsi :

1^o Ordre au II^e et au VII^e corps d'armée de se rassembler à Nuits-sur-Armançon et à Châtillon-sur-Seine ;

2^o Formation d'une armée du Sud sous le commandement du général de Manteuffel, comprenant les deux corps et toutes les troupes qui opéraient dans le sud-est ;

3^o Instruction envoyée au général Werder par un feldjäger de confiance et définissant comme il suit les nouvelles opérations à entreprendre.

Le général Werder était dégagé du soin de couvrir le siège de Belfort du côté de l'ouest. Sa mission principale consistait à protéger seulement ce siège avec toutes les troupes qui ne seraient pas absolument indispensables au maintien du blocus ; à détruire les routes au sud des Vosges ; à surveiller tous les mouvements de nos colonnes à l'ouest de ces montagnes ; enfin, à se maintenir au contact de l'adversaire afin d'empêcher ce dernier de se jeter avec toutes ses forces sur le général de Manteuffel. Cette dernière instruction nous montre que si le général Bourbaki ne comptait pas pouvoir faire lever le siège de Belfort avant l'arrivée de Manteuffel, c'était sur ce dernier qu'il aurait dû d'abord diriger ses coups (1).

Quoi qu'il en soit, le maréchal de Moltke et le nouveau commandant en chef de l'armée du Sud allaient avoir à déterminer la direction de la ligne d'opérations. Comment la choisir ? Le temps pressait et la manœuvre à exécuter était assez complexe.

Pour se rendre compte des raisons qui les guidèrent, il importe de suivre les événements. Manteuffel ne put arriver à Versailles que le 10 janvier 1871. Là, il ne reçut que des instructions verbales, d'ailleurs très sommaires.

(1) On sait du reste que le général Bourbaki n'avait pas le choix de ses combinaisons.